

Le problème de la Belgique? “On ne décide plus rien...”

Entretien par Yves Cavalier et Vincent Slits

“La Belgique fédérale doit harmoniser ses compétences”

Comment avez-vous vu évoluer la vie économique au fil de votre carrière?

Je n'ai jamais considéré que l'économie était une chose facile à vivre mais à aucun moment je n'ai imaginé que dans ma carrière, j'aurais pu connaître une crise comme celle de 2008. Cette crise a provoqué une peur permanente du risque à tous les niveaux. Et lorsqu'on a peur du risque, on n'investit pas. On a passé beaucoup de temps à définir de nouvelles réglementations et à imposer de nouvelles contraintes par crainte d'un autre séisme. Mais de ce fait, on a réduit l'espace de croissance de nos économies. Cela explique sans doute que l'Europe peine à sortir de la crise aujourd'hui.

Cela vaut aussi pour la Belgique?

On vit en plein paradoxe. Il faudrait relancer la croissance mais tout est paralysé en Belgique. L'Europe est prête de distribuer de l'argent “par hélicoptère” mais aucun grand chantier ne démarre. Les tunnels sont près de s'effondrer, les prisons sont délabrées, on installe des seaux pour récupérer l'eau qui traverse le plafond des musées, on prolonge des centrales nucléaires de 45 ans d'âge... On ne décide plus rien!

Et vous avez une solution?

J'ai dit au ministre-président de la Région bruxelloise: “En six mois je remets en état tous les tunnels bruxellois.” On a les hommes, on a les compétences, on a même les moyens. Il ne manque que les décisions.

Ce n'est pas propre à la Belgique...

Non, c'est un mal européen. Mais nous sommes pires que les autres!

L'évolution de la Belgique institutionnelle peut-elle expliquer cette situation?

Après six réformes institutionnelles et après avoir dispersé les compétences, je constate qu'aujourd'hui, toutes ces compétences ne travaillent plus en harmonie. Le système actuel ne fonctionne pas. Regardez le parcours institutionnel qu'il faut accomplir pour tenter de

faire aboutir un projet d'énergie éolienne, une énergie propre et qui assure notre autonomie. Vous n'imaginez pas le nombre d'obstructions que l'on rencontre pour faire aboutir de tels projets d'avenir. Il faut harmoniser les compétences. La Belgique fédérale doit absolument parvenir à mettre les Régions d'accord pour définir ensemble une vision économique.

N'est-ce pas la présence de la N-VA au gouvernement qui tend à démontrer, par l'absurde, que la Belgique ne fonctionne plus?

Je ne crois pas que la N-VA soit responsable de la situation actuelle. Et je crois même que des ministres issus de la N-VA assument leurs responsabilités ministérielles plus en tant que Belges qu'en tant que membres de la N-VA. Ce n'est pas le problème. Le problème, c'est l'absence de prises de décisions et l'absence totale de créativité.

Vous pensez à des partenariats public-privé?

Je suis un grand partisan des vrais partenariats avec les pouvoirs publics, pas de ceux qui ne sont que des aménagements fiscaux. La

France en est un bon exemple. Les autoroutes sont payantes mais elles sont impeccables et si l'utilisateur paie, il voit à quoi sert son argent. La Belgique est un véritable cancre en matière de mobilité. Pourquoi ne pas se mobiliser? Je rêve d'un monorail qui survolerait Bruxelles de Tours et Taxis à la Grand-Place... Nous avons tout pour réaliser de grands projets, pour répondre aux besoins des citoyens, montrer ce dont nos entreprises sont capables. Il manque la décision politique.

C'est la notion de service public qu'il faut revoir?

C'est la conception du service public à la belge qu'il faut remettre en question. Je crois que le citoyen a le sentiment de payer beaucoup d'impôts mais ne comprend pas pourquoi ses routes, ses bâtiments, ses infrastructures sont délabrés. L'Etat doit se souvenir qu'il est là d'abord pour le citoyen. Si j'étais un homme politique, je crois que j'aimerais pouvoir montrer des résultats...



D'autres extraits de cet entretien à lire, ce samedi sur lablib.be

“Ce pays traverse une crise qui le dépasse”

L'image de la Belgique à l'international est-elle aussi écornée qu'on le dit ?

Cette image est aujourd'hui catastrophique. Il devient difficile de maintenir les entreprises étrangères chez nous. Nous pouvons évidemment séduire les investisseurs étrangers avec la position centrale de la Belgique ou avec la qualité de notre main-d'œuvre. Mais la Belgique n'est plus l'aimant qui attire les sociétés étrangères.

Que faut-il faire ?

Il faut remettre l'économie belge en route. Il faut choisir les bons projets, les financer avec le privé pour que cela ne pèse pas sur les finances publiques et récupérer cet argent le plus vite possible pour en financer d'autres. Aujourd'hui, le PIB belge, c'est 400 milliards d'euros et 55 % de ce PIB va à l'Etat. Et pourtant, tous les départements de l'Etat se plaignent de ne pas avoir assez d'argent. Il faut m'expliquer comment c'est possible... Dans les années 60, on a tout construit en Belgique: des routes, des autoroutes, des ponts... Pourquoi ne peut-on plus faire cela alors que nous avons davantage de moyens, financiers et technologiques ?

Lors de la crise de 2008, Elio Di Rupo avait mis en avant le modèle social belge comme un amortisseur de crise...

A l'époque, il avait raison. Au pire de la crise de 2008, il ne

fallait pas arrêter la machine et les mécanismes de redistribution ont permis de maintenir le pouvoir d'achat. Mais si on continue à distribuer comme on l'a fait et que tout va au pouvoir d'achat, on ne crée plus de valeur économique pour le citoyen. Il faut faire des choix.

La Belgique a-t-elle encore des atouts ?

Sans aucun doute: la connaissance des langues, la multiculturalité, notre capacité d'exportation... Ce pays est extraordinaire mais qui traverse une crise de société qui le dépasse. Il faut revoir notre modèle. En Belgique, nous payons trop d'impôts. Cet argent pourrait être mieux investi et créer davantage de richesses pour l'ensemble des Belges.

Vous restez optimiste ?

Oui car il ne faut pas trop caricaturer et que notre histoire plaide pour cela. Ce que nous avons été capables de faire dans ce pays est extraordinaire. Mais quand on roule à vélo, si on s'arrête de pédaler, on perd son équilibre. Il faut garder le rythme sous peine de tomber. Le monde politique, au-delà de ses divergences idéologiques, doit avoir le courage de passer à travers certaines résistances. Nous élisons des gens pour qu'ils nous représentent mais aussi pour qu'ils prennent des décisions qui parfois sont impopulaires.

“La Belgique n'est plus l'aimant qui attire les sociétés étrangères.”

- Luc Bertrand est certainement l'une des personnalités économiques les plus écoutées du pays.
- Ce capitaine d'industrie jette un regard sans concession sur l'état de la Belgique.
- Et interpelle le monde politique.

Luc Bertrand

On pourrait dire de lui que c'est l'homme qui fait de la politique dans sa tête. Il parle peu mais – quand il s'exprime –, il parle vrai. Pourtant, il n'a jamais été tenté par le moindre mandat public. Peut-être parce qu'il ne comprend toujours pas le paradoxe de la politique: obtenir le pouvoir, puis ne rien en faire et décevoir le citoyen. Luc Bertrand aime les décisions et en particulier celles qui font avancer la société.

Ses trente années de carrière, il les a passées dans le cénacle d'AvH dont il devint le patron après cinq années passées à la direction financière. Basé en Flandre, il est rapidement devenu un entrepreneur du monde. Car chez Ackermans & van Haaren, on ne se contente pas de faire des affaires au coin du Meir ou de l'Amerikalei. AvH, c'est un groupe industriel qui a toujours su profiter des vents favorables. La proximité du port d'Anvers, la compétence dans le dragage,

le goût pour les grands chantiers ont amené AvH à décrocher des contrats gigantesques aux quatre coins de la planète via ses filiales DEME, CFE ou Van Laere... Alors, Luc Bertrand enrage quand il constate qu'au coin de sa rue, on ne parvient pas à prendre de décision pour l'Oosterweel, le bouclage du Ring d'Anvers.

Un groupe de 22 000 personnes

AvH, c'est aussi une entreprise diversifiée et présente dans le secteur des services. Elle compte dans ses rangs la Banque Delen, l'un des plus grands gestionnaires de fonds privé du pays, ou encore la Banque van Breda qui a bâti son image sur les services aux professions libérales. C'est donc un groupe de plus de 22 000 personnes et de 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires qu'a piloté Luc Bertrand, aujourd'hui atteint par la limite d'âge. En un quart de siècle, il a pu faire passer la capitalisation boursière d'AvH de 50 millions à plus de 4 milliards d'euros. Et aujourd'hui, il rêve de prendre du temps pour lui et pour sa famille.